



## UNHCR Memorandum

To: Mr David LAMBO, Director of Africa Bureau, HQAF04.  
From: Alphonse MALANDA, Regional Representative a.i. *MALANDA*  
Subject: **Tripartite Agreements – Angolan Repatriation.**

Date: 13<sup>th</sup> december 2002.

---

With regards to the a/m subject, attached please find French and Portuguese versions of Tripartite Agreements signed in Kinshasa, DRC and Brazzaville, RoC between Angola/DRC/UNHCR and Angola/RoC/UNHCR, respectively.

Best Regards.

---

cc: Zobida HASSIM-ASHAGRIE, Ursula ABOUBACAR, Bruno GEDDO.

ACCORD SUR L'ETABLISSEMENT D'UNE COMMISSION TRIPARTITE  
POUR LE RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI DES REFUGIES  
ANGOLAIS  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'ANGOLA,  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU  
CONGO  
ET  
LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES  
REFUGIES

*[Handwritten mark]*

*[Handwritten mark]*

*[Handwritten mark]*

## PREAMBULE

Le Gouvernement de la République d'Angola, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (ci-après dénommés "les Etats Contractants") et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé "le Haut Commissariat"),

**RECONNAISSANT** que le rapatriement librement consenti, chaque fois que cela est possible, constitue la meilleure solution durable aux problèmes des réfugiés, et que la mise en œuvre de cette solution exige que les réfugiés soient rapatriés dans des conditions de sûreté et de dignité;

**RAPPELANT** que les Accords de Bicesse du 31 mai 1991 et le Protocole de Lusaka du 20 novembre 1994, complété par la Lettre d'Entente du 4 avril 2002, ont posé les fondations pour la paix, la réconciliation nationale, la démocratie et le développement socio-économique de l'Angola;

**CONSIDERANT** que la Loi d'Amnistie No. 24/91 du 12 juillet 1991 et la Loi d'Amnistie No. 4/02 du 4 avril 2002 constituent une garantie formelle pour les réfugiés angolais qu'ils peuvent rentrer en Angola en toute sécurité et ne feront l'objet d'aucune mesure judiciaire, législative ou administrative en raison d'actes ou délits dont ils auraient été accusés avant ou durant leur asyle;


**NOTANT** que la Loi d'Amnistie No.18/94 du 10 novembre 1994 s'applique à tous les crimes contre la sécurité interne de l'Etat angolais et tout crime connexe commis dans le contexte du conflit militaire au lendemain des élections générales, durant la période allant du 1er octobre 1992 à la signature de la Lettre d'Entente du 4 avril 2002 complétant le Protocole de Lusaka ;

**RECONNAISSANT** que le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais de la République Démocratique du Congo vers l'Angola exige des mesures adéquates pour préparer un rapatriement méthodique ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

### ARTICLE 1 DEFINITIONS



2  


Les termes "Etats Contractants" se réfèrent au Gouvernement de la République d'Angola et au Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Les termes "Haut Commissariat" se réfèrent au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Les termes "Parties Contractantes/Signataires" se réfèrent au Gouvernement de la République d'Angola, au Gouvernement de la République Démocratique du Congo et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

## ARTICLE 2 ETABLISSEMENT ET COMPOSITION DE LA COMMISSION TRIPARTITE POUR LE RAPATRIEMENT

1. Une commission Tripartite pour le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais en République Démocratique du Congo est établie en vertu du présent Accord.
2. La Commission sera composée de trois membres désignés, à raison d'un chacun, par les Parties Contractantes.
3. Si un membre de la Commission n'est pas en mesure d'assister aux travaux de la Commission, la Partie représentée par ce membre désignera un remplaçant.
4. Tout membre de la Commission peut, lorsqu'il assiste à une réunion ou à d'autres travaux de la Commission, être accompagné d'un ou de plusieurs conseillers jugés nécessaires par la Partie représentée par ce membre.
5. La Commission peut, lorsqu'elle le juge nécessaire ou approprié, inviter ou autoriser toute personne, organisation ou entité compétente à participer à ses délibérations à titre consultatif.

## ARTICLE 3 ROLE ET FONCTIONS DE LA COMMISSION

1. Dans le cadre de ses efforts pour la mise en œuvre du rapatriement librement consenti des réfugiés angolais en République Démocratique du Congo, la Commission se rendra, si nécessaire, dans les zones

d'installation des réfugiés afin de leur transmettre toutes les informations pertinentes relatives au rapatriement.

2. La Commission conseillera les Etats Contractants et le Haut Commissariat sur les actions et mesures à prendre pour la mise en œuvre du rapatriement librement consenti des réfugiés.
3. La Commission conseillera également les Etats Contractants et le Haut Commissariat sur tout problème ou obstacle qui pourrait survenir durant l'opération de rapatriement librement consenti, ainsi que les moyens ou mesures nécessaires pour s'affranchir de ces contraintes.

#### **ARTICLE 4** **REUNIONS DE LA COMMISSION**

1. La Commission se réunira en principe tous les quatre mois, et sur une base extraordinaire si nécessaire. Elle adoptera ses propres règles et procédures.
2. Les réunions de la Commission peuvent être convoquées à la demande de l'une des Parties au présent Accord.
3. Les réunions de la Commission se tiendront sur le territoire de l'un ou l'autre des Etats Contractants, ou ailleurs comme les membres en conviendraient.
4. Les débats de la Commission seront résumés dans des rapports à l'attention des Etats Contractants et du Haut Commissariat.

#### **ARTICLE 5** **DEPLACEMENTS**

Les Membres de la Commission peuvent effectuer des visites en Angola et en République Démocratique du Congo afin d'assumer leurs fonctions conformément aux termes de cet Accord.

#### **ARTICLE 6** **CARACTERE VOLONTAIRE DU RAPATRIEMENT**

*AS*

4

*AK*

*→*

Les Etats Contractants et le Haut Commissariat réaffirment le caractère librement consenti du rapatriement. Dans ce cas, le statut des réfugiés qui décideront de ne pas rentrer dans leur pays d'origine continuera à être régi par la législation nationale applicable, conformément aux principes de protection internationale pertinents.

## **ARTICLE 7** **CONDITIONS POUR LE RAPATRIEMENT**

Les Etats Contractants et le Haut Commissariat entreprendront toutes les initiatives nécessaires pour créer les conditions optimales de transport et de retour des réfugiés dans leurs lieux de destination finale dans des conditions de sécurité et de dignité.

## **ARTICLE 8** **ACCES AUX REFUGIES ET RAPATRIES**

Pour l'accomplissement de ses fonctions de protection et d'assistance, le Haut Commissariat et les autres agences collaborant dans le cadre de l'opération de rapatriement et de réintégration auront accès libre et sans entrave aux réfugiés angolais en République Démocratique du Congo et aux rapatriés en Angola. Entant entendu que dans le cas des autres agences, les Etats Contractants doivent être dûment notifiés.

## **ARTICLE 9** **DES POINTS DESIGNES POUR LE PASSAGE DE LA FRONTIERE**

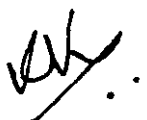
Les Etats Contractants et le Haut Commissariat s'accorderont sur les points de passage de la frontière pour les mouvements organisés de rapatriement librement consenti. Un tel accord pourra être modifié si les besoins opérationnels se font ressentir.

## **ARTICLE 10** **SIMPLIFICATION DES PROCEDURES A LA FRONTIERE**

Les Etats Contractants s'engagent à simplifier et rationaliser les procédures aux points de passage de la frontière, afin de permettre l'entrée et la sortie des réfugiés qui seront exemptés du paiement de taxes et droits de douane.



5






**ARTICLE 11**  
**PROGRAMME DE RAPATRIEMENT**

1. La Commission étudiera des plans dont les dispositions viseront, entre autres, à :

- (a) organiser des réunions avec les réfugiés afin de leur expliquer le concept de rapatriement librement consenti et à leur communiquer toutes les informations relatives à leur rapatriement et réintégration en Angola;
- (b) permettre des visites en Angola des représentants des réfugiés pour qu'ils s'informent de la situation qui y règne et ce afin d'aider les réfugiés à prendre une décision quant à leur rapatriement;
- (c) enregistrer sur les Formulaires de Rapatriement librement consenti tous les réfugiés qui désirent se rapatrier sous les auspices du Haut Commissariat;
- (d) adopter le Formulaire de Rapatriement librement consenti comme un titre de voyage valable pour les formalités de sortie et d'entrée;
- (e) organiser le transport, l'hébergement temporaire et toute autre mesure requise pour le départ ordonné des réfugiés de la République Démocratique du Congo et leur accueil en Angola;
- (f) rechercher les membres de famille des rapatriés et faciliter leur regroupement;
- (g) adopter des mesures particulières visant à assurer que les groupes vulnérables parmi la population réfugiée reçoivent une protection, une assistance et des soins adéquats tout au long du processus de rapatriement et de réintégration;
- (h) obtenir toute autre information pertinente que la Commission souhaiterait soumettre à l'attention des Parties au présent Accord.

2. La Commission adoptera des mécanismes simples et pratiques pour l'identification et le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais.



6  


3. Le Haut Commissariat s'efforcera d'obtenir de la communauté internationale les ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme de rapatriement librement consenti.

## ARTICLE 12 MOUVEMENT ET SECURITE DU PERSONNEL HCR

1. Les Etats Contractants faciliteront les mouvements du personnel du Haut Commissaire et ceux du personnel de ses partenaires opérationnels dans et hors de leur territoire et aux postes frontaliers désignés. En particulier, ils s'assureront que ce personnel sera muni de laissez-passer aller et retour pendant toute la durée de l'opération de rapatriement.
2. Les Etats Contractants prendront toutes les dispositions appropriées pour garantir la sécurité et la protection du personnel du Haut Commissariat et de tout autre intervenant impliqué dans l'opération de rapatriement relevant de cet Accord.

## ARTICLE 13 BIENS DE PREMIERE NECESSITE, MATERIELS ET EQUIPEMENTS

1. Les Etats Contractants exempteront de taxes et de tous droits de douane et impôts les biens de première nécessité, matériels et équipements destinés à l'opération de rapatriement et de réintégration. Les formalités de douane et d'enlèvement desdits biens bénéficieront d'un traitement prioritaire en conformité avec les lois nationales en vigueur dans cette zone.
2. Les Etats Contractants autoriseront le Haut Commissaire à faire usage d'équipements radio, fréquences et réseaux de communications des Nations Unies et, si nécessaire, lui faciliteront l'octroi de nouvelles fréquences.

## ARTICLE 14 VALIDITE

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à ce que la Commission Tripartite de Rapatriement déclare l'opération de rapatriement comme étant terminée, ou jusqu'à ce que l'une des Parties Contractantes/Signataires ne le dénonce selon les dispositions de l'article 15 ci-dessous.



7  




## ARTICLE 15 DENONCIATION

1. Le présent Accord peut être dénoncé, pour des raisons de force majeure, par l'une quelconque des Parties Contractantes/Signataires, sous réserve d'un préavis minimum de 90 jours, par notification écrite à toutes les autres Parties Contractantes.
2. Les raisons de force majeure seront analysées conformément aux dispositions de l'article 17.
3. La résiliation n'affectera pas la validité de toute partie du programme de rapatriement ou des plans qui seraient devenus opérationnels avant la date de résiliation.

## ARTICLE 16 AMENDEMENTS

Le présent Accord peut être amendé par l'une des Parties Contractantes/Signataires, sous réserve du consentement des autres Parties Contractantes/Signataires. Tout amendement sera annexé au présent Accord.

## ARTICLE 17 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend résultant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord fera l'objet d'un règlement amiable par le biais de négociations et de consultations entre les membres de la Commission. A défaut d'un règlement, la Commission réfèrera cette question aux Etats Contractants et au Haut Commissariat qui de même régleront conjointement le différent moyennant des consultations et des négociations.

## ARTICLE 18 ENTREE EN VIGUEUR

Cet Accord entrera en vigueur dès sa signature par les représentants des Etats Contractants et le Haut Commissariat.

104

8

*YCC*

Fait à Kinshasa, le 09 décembre 2002, en trois versions originales, deux en langue française et une en langue portugaise, les trois textes étant également authentiques.

POUR LE GOUVERNEMENT DE  
LA REPUBLIQUE D'ANGOLA

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU  
CONGO

Nom: M. KWETE JOAO BATISTA

Nom: M. BEMBA FUNDO

Titre: AMBASSADEUR

Titre: Ministre de l'Intérieur

Signature: M. KWETE JOAO BATISTA

Signature:

POUR LE HAUT COMMISSARIAT  
DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Nom: KALUMIYA K.

Titre: REGIONAL CO-ORDINATOR

Signature: Kalu Kalumiyu

**ACORDO TRIPARTIDO SOBRE O ESTABELECIMENTO DA COMISSÃO  
PARA O REPATRIAMENTO VOLUNTÁRIO DE REFUGIADOS  
ANGOLANOS ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DE ANGOLA, O  
GOVERNO DA REPÚBLICA DA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DO CONGO  
E O ALTO COMISSARIADO DAS NAÇÕES UNIDAS PARA OS  
REFUGIADOS**

10

## PREÂMBULO

O Governo da República de Angola e o Governo da República Democrática do Congo (daqui por diante designados "Estados Contratantes") por um lado, e o Escritório do Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (daqui por diante designado como "Alto Comissariado"), por outro lado;

**RECONHECENDO** que o repatriamento voluntário, quando for possível, constitui uma solução duradoura para os problemas dos refugiados e a consecução do mesmo, requer que os refugiados sejam repatriados em condições de segurança e dignidade;

**RECORDANDO** que os Acordos de Bicesse, de 31 de Maio de 1991, o Protocolo de Lusaka, de 20 de Novembro de 1994 e o Memorando de Entendimento Complementar ao Protocolo de Lusaka, de 4 de Abril de 2002, serviram de alicerces para o alcance da paz, reconciliação nacional, democracia e desenvolvimento sócio-económico de Angola;

**CONSIDERANDO** que a Lei n. 24/91, de 12 de Julho e a Lei n. 4/02, de 4 de Abril, Leis de Amnistia, constituem garantias formais, em sede das quais os refugiados Angolanos podem regressar à Angola em condições de segurança e protecção e não estão sujeitos à quaisquer medidas judiciais, legislativas ou administrativas por actos ou delitos alegadamente cometidos antes ou durante o seu asilo;

**TENDO EM CONTA** que a Lei n. 18/94, de 10 de Novembro, sobre a Amnistia, aplica-se aos crimes contra a segurança do Estado Angolano e a outros crimes afins cometidos por cidadãos Angolanos no contexto do conflito militar após as eleições gerais, de 1 de Outubro de 1992 até à assinatura do Memorando de Entendimento Complementar ao Protocolo de Lusaka, de 4 de Abril de 2002;

**RECONHECENDO** que a promoção do regresso voluntário de refugiados angolanos na República Democrática do Congo, requer a tomada de medidas adequadas que visem a preparação do repatriamento organizado;

### **AS PARTES ACORDAM O SEGUINTE:**

#### **ARTIGO 1º**

##### **DEFINIÇÃO DE TERMOS**

"Estados Contratantes" refere-se ao Governo da República de Angola e ao Governo da República Democrática do Congo.

"Alto Comissariado" refere-se ao Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados.

"Partes Contratantes/Signatárias" refere-se ao Governo da República de Angola, ao Governo da República Democrática do Congo e ao Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados.

## ARTIGO 2º

### ESTABELECIMENTO E COMPOSIÇÃO DE UMA COMISSÃO TRIPARTIDA PARA O REPATRIAMENTO

1. Para efeitos do presente acordo, estabelece-se uma Comissão Tripartida de Repatriamento para o repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos na República Democrática do Congo.
2. A Comissão será composta por três membros, nomeados por cada uma das Partes Contratantes.
3. Sempre que o membro da Comissão estiver impedido de participar em qualquer actividade da Comissão, a parte representada por esse membro, nomeará um substituto.
4. Qualquer membro da Comissão pode, assistir reuniões ou ocupar-se de assuntos da Comissão, ser acompanhado por assessores que a parte representada por esse membro achar necessário.
5. A Comissão pode, sempre que considere necessário ou apropriado, convidar ou permitir que determinada pessoa, organização ou entidade relevante, participe nas suas reuniões como conselheiro.

## ARTIGO 3º

### PAPEL E FUNÇÕES DA COMISSÃO

1. Para a implementação do repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos na República Democrática do Congo, a Comissão visitará, sempre que necessário, os campos de refugiados com o objectivo de informá-los sobre qualquer assunto relativos ao repatriamento.
2. A Comissão aconselhará os Estados Contratantes e o Alto Comissariado sobre as acções ou medidas que devem ser tomadas para a implementação do repatriamento voluntário.
3. A Comissão aconselhará os Estados Contratantes e o Alto Comissariado, sobre quaisquer problemas ou impedimentos que surgirem no decurso da operação de repatriamento e sobre as medidas ou acções necessárias para suprir tais obstáculos.

## ARTIGO 4º

### REUNIÕES DA COMISSÃO

1. A Comissão reunirá em principio uma vez de quatro em quatro meses e extraordinariamente, sempre que necessário. A Comissão adoptará regras e procedimentos próprios.
2. As reuniões da Comissão poderão ser convocadas por iniciativa de uma das partes do presente Acordo.
3. As reuniões da Comissão decorrerão em qualquer dos Estados Contratantes ou em lugar á acordar pelos membros.

4. Os relatórios e actas das reuniões da Comissão serão submetidos à apreciação dos Estados Contratantes e do Alto Comissariado.

#### ARTIGO 5º

#### TROCA DE VISITAS

Os membros da Comissão podem efectuar visitas à Angola e à República Democrática do Congo, convindo cumprir as suas funções ao abrigo deste Acordo.

#### ARTIGO 6º

#### CARÁCTER VOLUNTÁRIO DO REPATRIAMENTO

Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado reiteram que será respeitado o carácter voluntário do repatriamento. Por conseguinte, o estatuto de refugiado dos que não tomarem a decisão de aderirem ao repatriamento, continuará a ser regido pela legislação nacional aplicável, de acordo com os princípios relevantes da protecção internacional.

#### ARTIGO 7º

#### CONDIÇÕES DE REPATRIAMENTO

Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado empreenderão todas as iniciativas necessárias para criar as condições conducentes ao transporte e regresso dos refugiados a lugares de destino final, em condições de segurança e dignidade.

#### ARTIGO 8º

#### ACESSO A REFUGIADOS E REGRESSADOS

Ao Alto Comissariado, assim como às agências que colaboram na operação de repatriamento e reintegração, será concedido livre acesso aos refugiados angolanos na República Democrática do Congo e aos que regressem à Angola, desde que no caso das outras agências os Estados Contratantes sejam devidamente notificados.

#### ARTIGO 9º

#### POSTOS FRONTEIRIÇOS

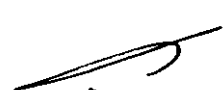
Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado fixarão por acordo, os postos fronteiriços em que se hão de realizar os movimentos organizados de repatriamento voluntário. O referido acordo, poderá ser modificado sempre que as necessidades operacionais o exigirem.

#### ARTIGO 10º

#### SIMPLIFICAÇÃO DOS PROCEDIMENTOS FRONTEIRIÇOS

Os Estados Contratantes comprometem-se a simplificar e a tornar eficazes os procedimentos nos postos fronteiriços, de modo a permitir a entrada e saída de refugiados, sem o pagamento de impostos e todas as imposições de direito aduaneiro.

#### ARTIGO 11º



## PROGRAMA DE REPATRIAMENTO

1. A Comissão estabelecerá planos que visem, inter alia:
  - (a) A realização de encontros com os refugiados para explicar a estes o conceito de repatriamento voluntário e facultar-lhes toda a informação relativa ao seu repatriamento e integração em Angola;
  - (b) A realização de visitas de representantes de refugiados à Angola para se inteirarem da situação no sentido de facilitar-lhes a decisão de repatriamento;
  - (c) O recenseamento de todos os refugiados que optarem por ser repatriados sob os auspícios do Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados nos Formulários de Repatriamento Voluntário;
  - (d) A adopção do Formulário de Repatriamento Voluntário como documento de viagem válido, a fim de facilitar as formalidades de saída e entrada;
  - (e) A organização do transporte, alojamento e trânsito e quaisquer outras medidas necessárias para a saída ordenada dos refugiados da Namíbia e a sua recepção em Angola;
  - (f) A localização dos membros de família ou parentes de refugiados a serem repatriados e a facilitação da sua reunificação;
  - (g) A adopção de medidas especiais para assegurar que os grupos mais vulneráveis, dentre os refugiados, recebam a protecção, assistência e cuidados adequados durante o processo de repatriamento e reintegração;
  - (h) A prestação de informações relevantes que se julgue necessário submeter a consideração das partes do presente Acordo.
1. A Comissão adoptará mecanismos simples e práticos para a identificação e repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos.
2. O Alto Comissariado se empenhará junto da Comunidade Internacional na obtenção dos recursos necessários a implementação do programa de repatriamento voluntário.

### ARTIGO 12º

#### DESLOCAÇÃO E SEGURANÇA DO QUADRO E PESSOAL DO ALTO COMISSARIADO



1. Os Estados Contratantes facilitarão a deslocação dos quadros do Alto Comissariado e do pessoal a serviço dos seus parceiros executivos dentro e fora de Angola e da República Democrática do Congo, nos pontos fronteiriços designados, assegurando que as referidas entidades estejam providas de autorização de saída e entrada, válidas para as deslocações no período da operação de repatriamento.
2. Os Estados Contratantes tomarão as medidas necessárias para garantir a segurança e a protecção de todo o pessoal do Alto Comissariado e dos outros intervenientes envolvidos na operação de repatriamento, em conformidade com o disposto no presente Acordo.

### ARTIGO 13º

#### BENS HUMANITÁRIOS, MATERIAIS E EQUIPAMENTOS

1. Os Estados Contratantes isentarão os impostos e todas as imposições de direitos aduaneiros referente aos bens humanitários, materiais e equipamentos a serem utilizados na operação de repatriamento e de reintegração. O processo de importação dos bens utilizados na operação de repatriamento será expedito em conformidade com as legislações nacionais vigentes aplicáveis à matéria.
2. Os Estados Contratantes darão ao Alto Comissariado a autorização para fazer uso do equipamento, frequências e redes de comunicações radiofónicas da ONU e, facilitarão sempre que surjam necessidades operacionais, a atribuição de outras frequências.

### ARTIGO 14º

#### VIGÊNCIA

O presente Acordo vigorará até que a Comissão Tripartida de Repatriamento declare que a operação do repatriamento esteja concluída, salvo se qualquer parte Contratante/Signatária o denunciar em conformidade com o disposto no Artigo 15º deste acordo.

### ARTIGO 15º

#### DENUNCIA

1. O presente Acordo pode ser denunciado pelas Partes Contratantes/Signatárias com a antecedência mínima de 90 dias, mediante prévia notificação por escrito a outras Partes Contratantes, desde que hajam razões de força maior.
2. As razões de força maior deverão ser analisadas em conformidade com o disposto no Artigo 17º.
3. A denúncia não afectará a validade de qualquer parte do programa e planos de repatriamento já em curso ou em execução.

### ARTIGO 16º

#### ALTERAÇÕES





O presente Acordo poderá ser alterado uma vez solicitado por uma das partes Contratantes/Signatárias em concordância com as outras partes Contratantes/Signatárias. Quaisquer alterações deverão ser evidenciadas numa adenda ao presente Acordo.

## ARTIGO 17º

### RESOLUÇÃO DE CONFLITOS

Qualquer questão decorrente da interpretação e aplicação deste Acordo será, em primeiro lugar, resolvida amigavelmente mediante negociações e troca de opiniões entre os membros da Comissão. Caso não haja acordo, a Comissão recorrerá aos Estados Contratantes e o Alto Comissariado por forma a encontrar soluções mediante consultas e negociações.

## ARTIGO 18º

### ENTRADA EM VIGOR

Este Acordo entra em vigor após a assinatura dos representantes dos Estados Contratantes e do Alto Comissariado.

FEITO em Kinshasa, aos 09 de Dezembro 2002 em tres versões originais, duas em Francês e uma em Português, fazendo todas as versões fé.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA DE ANGOLA

Nome: MARWETE JIM MATELO

Título: EMBAIXADORA

Assinatura: MARWETE JIM MATELO

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DO CONGO

Nome: MBEMBA FUNDAU

Título: Ministre de l'Interieur

Assinatura: MBEMBA FUNDAU

PELO ALTO COMISSARIADO DAS NAÇÕES UNIDAS PARA OS REFUGIADOS

Nome: KALUMIYA KALLU

Título: REGIONAL CO-ORDINADOR

Assinatura: Kallu Kalumiy



MOT DE CIRCONSTANCE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
MAWETE JOÃO BATISTA - AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET  
PLENIPOTENTIAIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA EN  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
A L'OCCASION DE LA SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACCORD  
SUR LE RAPATRIEMENT VOLONTAIRE DES REFUGIES ANGOLAIS  
AVEC LA REPUBLIQUE DU CONGO

*Ambassadeur Mawete*  
Excellences Messieurs les Ministres,  
Excellence Monsieur le Représentant du HCR,  
Et sa délégation,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués Invités,

La guerre prolongée a obligé des milliers d'angolais de trouver une terre d'asile pour sa sécurité et son confort. Après le triomphe des vrais raisons patriotiques, les angolais se retrouvent dialoguant en harmonie, s'entourent d'affection, décidés de ne plus tenter la plus ténébreuse histoire qui a endeuillé chacun de nos foyers.

L'ordre et la paix retrouvés dans nos frontières nationales, nous saluons la présente cérémonie qui marque le début d'un retour programmé de nos réfugiés installés au Congo depuis des longues années.

Au Congo, nous avons bénéficié de l'hospitalité, de la solidarité, de la compréhension, de l'aide et de la sympathie de nos frères congolais avec qui nous avons partagé la joie et les difficultés propres à nos pays en voie de développement.

Comme nous l'avons dit tantôt, la guerre et le désordre vaincus, la paix retrouvée, la réconciliation nationale entamée, après plus de 25 ans, nous voici vivre un des moments historiques dans la vie de notre pays avec la signature du Protocole d'Accord qui marque l'approche de la fin de l'exil des angolais en République du Congo.

Dans des conditions normales, tous les pays du monde voudront encadrer leurs populations, participer aux développements et promouvoir l'émancipation sociale et économique.

Contrairement à ce souhait, le peuple angolais n'a malheureusement jamais connu le cadre de paix pouvant lui permettre la vie paisible, la communion d'efforts et l'union de tous ses fils pour la construction du pays.

Les angolais sont un peuple qui connaît la réelle signification de la paix, la tranquillité et le bien-être. Pendant plus d'un quart de siècle, il a lutté dans la dignité pour convaincre et réconcilier tout le monde autour de l'idéal patriotique.

L'application de l'Accord de Lusaka terminée, les déplacés internes amorçant le retour dans leurs zones d'origine, nous pouvons maintenant penser à la solution des problèmes de nos réfugiés partout où ils ont choisi de vivre temporairement.

C'est l'occasion pour nous de remercier, au nom du Président José Eduardo Dos Santos, du Gouvernement et du peuple angolais, le peuple frère du Congo à travers son Président Sassou Nguesso et son gouvernement, pour toute la patience, la sympathie et la solidarité qu'il n'a cessé de témoigner au peuple angolais pendant les durs et dramatiques moments de son histoire.

Selon les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les exilés angolais en République du Congo sont estimés à environ 16 milles. Par cet accord, les mécanismes seront analysés afin de permettre un réel succès à l'opération combien salubre pour la dignité de notre peuple.

Les Nations Unies ont conjugué les efforts nécessaires pour rendre possible la difficile existence des réfugiés, loin de leurs proches, de leur environnement. Les fonctionnaires du système des Nations Unies se sont mobilisés avec leur sens de générosité et humanisme pour répondre en permanence aux besoins humanitaires des réfugiés. Ils font eux aussi partie de l'histoire que la tripartite est censé de signer enfin ce matin. Nos réfugiés, leurs familles et l'ensemble du peuple angolais reconnaîtront à juste valeur le mérite du peuple frère du Congo, l'immensité et le dévouement du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés qui, à travers cet accord, les assistera jusqu'à l'élimination du soucis moral et la création des conditions sociales minimales à l'intérieur de nos frontières à partir de l'année qui s'annonce.

Enfin pour terminer, nous voudrions témoigner aux experts choisis nos encouragements et nos félicitations pour le travail commun qu'ils entreprendront dans leurs délibérations et dans la camaraderie afin de produire les résultats positifs attendus par tout le monde et particulièrement par les réfugiés concernés.

Vive la solidarité Congo - Angola.

Je vous remercie.

ACCORD SUR L'ETABLISSEMENT D'UNE COMMISSION  
TRIPARTITE  
POUR LE RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI DES  
REFUGIES ANGOLAIS  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'ANGOLA,  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO  
ET  
LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES  
REFUGIES



## PREAMBULE

Le Gouvernement de la République d'Angola, le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommés "les Etats Contractants") et l'Office du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé "le Haut Commissariat"),

RECONNAISSANT que le rapatriement librement consenti, chaque fois que cela est possible, constitue la meilleure solution durable aux problèmes des réfugiés, et que la mise en œuvre de cette solution exige que les réfugiés soient rapatriés dans des conditions de sécurité et de dignité;

RAPPELANT que les Accords de Bicesse du 31 mai 1991 et le Protocole de Lusaka du 20 novembre 1994, complété par le Mémoire d'Entente du 4 avril 2002, ont posé les fondations pour la paix, la réconciliation nationale, la démocratie et le développement socio-économique de l'Angola;

CONSIDERANT que la Loi d'Amnistie No. 24/91 du 12 juillet 1991 et la Loi d'Amnistie No. 4/02 du 4 avril 2002 constituent une garantie formelle pour les réfugiés angolais de pouvoir rentrer en Angola en toute sécurité et de ne faire l'objet d'aucune mesure judiciaire, législative ou administrative en raison d'actes ou délits dont ils auraient été accusés avant ou durant leur exil;

NOTANT que la Loi d'Amnistie No.18/94 du 10 novembre 1994 s'applique à tous les crimes contre la sécurité interne de l'Etat angolais et tout crime connexe commis dans le contexte du conflit militaire au lendemain des élections générales, durant la période allant du 1er octobre 1992 à la signature de la Lettre d'Entente du 4 avril 2002 complétant le Protocole de Lusaka ;

RECONNAISSANT que le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais de la République du Congo vers l'Angola exige des mesures adéquates pour préparer un rapatriement méthodique.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 DEFINITIONS

Les termes "Etats Contractants" se réfèrent au Gouvernement de la République d'Angola et au Gouvernement de la République du Congo.

Les termes "Haut Commissariat" se réfèrent au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Les termes "Parties Contractantes/Signataires" se réfèrent au Gouvernement de la République d'Angola, au Gouvernement de la République du Congo et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

### ARTICLE 2 ETABLISSEMENT ET COMPOSITION DE LA COMMISSION TRIPARTITE POUR LE RAPATRIEMENT

1. Une Commission Tripartite pour le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais en République du Congo est établie en vertu du présent Accord.

2. La Commission Tripartite pour le Rapatriement (ci-après dénommée "la Commission") sera composée de trois membres désignés, à raison d'un chacun, par les Parties Contractantes.
3. Si un membre de la Commission n'est pas en mesure d'assister aux travaux de la Commission, la Partie représentée par ce membre désignera un remplaçant.
4. Tout membre de la Commission peut, lorsqu'il assiste à une réunion ou à d'autres travaux de la Commission, être accompagné d'un ou de plusieurs conseillers jugés nécessaires par la Partie représentée par ce membre.
5. La Commission peut, lorsqu'elle le juge nécessaire ou approprié, inviter ou autoriser toute personne, organisation ou entité compétente à participer à ses délibérations à titre consultatif.

### **ARTICLE 3** **ROLE ET FONCTIONS DE LA COMMISSION**

1. Dans le cadre de ses efforts pour la mise en oeuvre du rapatriement librement consenti des réfugiés angolais en République du Congo, la Commission se rendra, si nécessaire, dans les zones d'installation des réfugiés afin de leur transmettre toutes les informations pertinentes relatives au rapatriement.
2. La Commission conseillera les Etats Contractants et le Haut Commissariat sur les actions et mesures à prendre pour la mise en oeuvre du rapatriement librement consenti des réfugiés.
3. La Commission conseillera également les Etats Contractants et le Haut Commissariat sur tout problème ou obstacle qui pourrait survenir durant l'opération de rapatriement librement consenti, ainsi que les moyens ou mesures nécessaires pour s'affranchir de ces contraintes.

### **ARTICLE 4** **REUNIONS DE LA COMMISSION**

1. La Commission se réunira en principe tous les quatre mois, et sur une base extraordinaire si nécessaire. Elle adoptera ses propres règles et procédures.
2. Les réunions de la Commission peuvent être convoquées à la demande de l'une des Parties au présent Accord.
3. Les réunions de la Commission se tiendront sur le territoire de l'un ou l'autre des Etats Contractants, ou ailleurs comme les membres en conviendraient.
4. Les débats de la Commission seront résumés dans des rapports à l'attention des Etats Contractants et du Haut Commissariat.

### **ARTICLE 5** **DEPLACEMENTS**

Les Membres de la Commission peuvent effectuer des visites en Angola et en République du Congo afin d'assumer leurs fonctions conformément aux termes du présent Accord.

**ARTICLE 6**  
**CARACTERE VOLONTAIRE DU RAPATRIEMENT**

Les Etats Contractants et le Haut Commissariat réaffirment le caractère librement consenti du rapatriement. Dans ce cas, le statut des réfugiés qui décideront de ne pas rentrer dans leur pays d'origine continuera à être régi par la législation nationale applicable, conformément aux principes de protection internationale pertinents.

**ARTICLE 7**  
**CONDITIONS POUR LE RAPATRIEMENT**

Les Etats Contractants et le Haut Commissariat entreprendront toutes les initiatives nécessaires pour créer les conditions optimales de transport et de retour des réfugiés dans leurs lieux de destination finale dans des conditions de sécurité et de dignité.

**ARTICLE 8**  
**ACCES AUX REFUGIES ET RAPATRIES**

Pour l'accomplissement de leurs fonctions de protection et d'assistance, le Haut Commissariat et les autres agences collaborant dans le cadre de l'opération de rapatriement et de réintégration auront accès libre et sans entrave aux réfugiés angolais en République du Congo et aux rapatriés en Angola, étant entendu que dans le cas des autres agences, les Etats Contractants doivent être dûment notifiés.

**ARTICLE 9**  
**DES POINTS DESIGNES POUR LE PASSAGE DE LA FRONTIERE**

Les Etats Contractants et le Haut Commissariat s'accorderont sur les points de passage de la frontière pour les mouvements organisés de rapatriement librement consenti. Un tel accord pourra être modifié si les besoins opérationnels se font ressentir.

**ARTICLE 10**  
**SIMPLIFICATION DES PROCEDURES A LA FRONTIERE**

Les Etats Contractants s'engagent à simplifier et rationaliser les procédures aux points de passage de la frontière, afin de permettre l'entrée et la sortie des réfugiés qui seront exemptés du paiement de taxes et droits de douane.

**ARTICLE 11**  
**PROGRAMME DE RAPATRIEMENT**

1. La Commission étudiera des plans dont les dispositions viseront, entre autres, à :
  - (a) organiser des réunions avec les réfugiés afin de leur expliquer le concept de rapatriement librement consenti et à leur communiquer toutes les informations relatives à leur rapatriement et réintégration en Angola;
  - (b) permettre des visites en Angola des représentants des réfugiés pour qu'ils s'informent de la situation qui y règne et ce afin d'aider les réfugiés à prendre une décision quant à leur rapatriement;



- (c) enregistrer sur les Formulaires de Rapatriement librement consenti tous les réfugiés qui désirent se rapatrier sous les auspices du Haut Commissariat;
  - (d) adopter le Formulaire de Rapatriement librement consenti comme un titre de voyage valable pour les formalités de sortie et d'entrée;
  - (e) organiser le transport, l'hébergement temporaire et toute autre mesure requise pour le départ ordonné des réfugiés de la République du Congo et leur accueil en Angola;
  - (f) rechercher les membres de famille des rapatriés et faciliter leur regroupement;
  - (g) adopter des mesures particulières visant à assurer que les groupes vulnérables parmi la population réfugiée reçoivent une protection, une assistance et des soins adéquats tout au long du processus de rapatriement et de réintégration;
  - (h) obtenir toute autre information pertinente que la Commission souhaiterait soumettre à l'attention des Parties au présent Accord.
2. La Commission adoptera des mécanismes simples et pratiques pour l'identification et le rapatriement librement consenti des réfugiés angolais.
  3. Le Haut Commissariat s'efforcera d'obtenir de la communauté internationale les ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme de rapatriement librement consenti.

**ARTICLE 12**  
**MOUVEMENT ET SECURITE DU PERSONNEL HCR**

1. Les Etats Contractants faciliteront les mouvements du personnel du Haut Commissariat et ceux du personnel de ses partenaires opérationnels dans et hors de leur territoire et aux postes frontaliers désignés. En particulier, ils s'assureront que ce personnel sera muni de laissez-passer aller et retour pendant toute la durée de l'opération de rapatriement.
2. Les Etats Contractants prendront toutes les dispositions appropriées pour garantir la sécurité et la protection du personnel du Haut Commissariat et de tout autre intervenant impliqué dans l'opération de rapatriement relevant du présent Accord.

**ARTICLE 13**  
**BIENS DE PREMIERE NECESSITE, MATERIELS ET EQUIPEMENTS**

1. Les Etats Contractants exempteront de taxes et de tous droits de douane et impôts les biens de première nécessité, matériels et équipements destinés à l'opération de rapatriement et de réintégration. Les formalités de douane et d'enlèvement desdits biens bénéficieront d'un traitement prioritaire en conformité avec les lois nationales en vigueur dans cette zone.
2. Les Etats Contractants autoriseront le Haut Commissariat à faire usage d'équipements radio, fréquences et réseaux de communications des Nations Unies et, si nécessaire, lui faciliteront l'octroi de nouvelles fréquences.

**ARTICLE 14**  
**VALIDITE**

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à ce que la Commission déclare l'opération de rapatriement comme étant terminée, ou jusqu'à ce que l'une des Parties Contractantes/Signataires ne le dénonce selon les dispositions de l'article 15 ci-dessous.

**ARTICLE 15**  
**DENONCIATION**

1. Le présent Accord peut être dénoncé, pour des raisons de force majeure, par l'une quelconque des Parties Contractantes/Signataires, sous réserve d'un préavis minimum de 90 jours, par notification écrite à toutes les autres Parties Contractantes.
2. Les raisons de force majeure seront analysées conformément aux dispositions de l'article 17.
3. La résiliation n'affectera pas la validité de la partie du programme de rapatriement ou des plans qui seraient devenus opérationnels avant la date de résiliation.

**ARTICLE 16**  
**AMENDEMENTS**

Le présent Accord peut être amendé par l'une des Parties Contractantes/Signataires, sous réserve du consentement des autres Parties Contractantes/Signataires. Tout amendement sera annexé au présent Accord.

**ARTICLE 17**  
**REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout différend résultant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord fera l'objet d'un règlement amiable par le biais de négociations et de consultations entre les membres de la Commission. A défaut d'un règlement, la Commission réfèrera cette question aux Etats Contractants et au Haut Commissariat qui régleront conjointement le différend moyennant des consultations et des négociations.

**ARTICLE 18**  
**ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature par les Représentants des Etats Contractants et le Haut Commissariat.

FAIT à Brazzaville, le 11 Décembre 2002, en trois versions originales, deux en langue française et une en langue portugaise, les trois textes faisant foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT DE**  
**LA REPUBLIQUE D'ANGOLA**

Nom: MAWETE JOAO MATOS

Titre: AMBASSADEUR

Signature: MAWETE JOAO MATOS

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA**  
**REPUBLIQUE DU CONGO**

Nom: MAHEURIBOU BEUR

Titre: Ambassadeur

Signature: MAHEURIBOU BEUR

**POUR LE HAUT COMMISSARIAT**  
**DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES**

Nom: KALUMIYA Kallu

Titre: REGIONAL CO-ORDINATOR

Signature: Kallu Kalumiyas

KY

ACORDO TRIPARTIDO SOBRE O ESTABELECIMENTO DA COMISSÃO  
PARA O REPATRIAMENTO VOLUNTÁRIO DE REFUGIADOS  
ANGOLANOS ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DE ANGOLA, O  
GOVERNO DA REPÚBLICA DA REPÚBLICA DO CONGO E O ALTO  
COMISSARIADO DAS NAÇÕES UNIDAS PARA OS REFUGIADOS



## PREÂMBULO

O Governo da República de Angola e o Governo da República do Congo (daqui por diante designados "Estados Contratantes") por um lado, e o Escritório do Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (daqui por diante designado como "Alto Comissariado"), por outro lado;

**RECONHECENDO** que o repatriamento voluntário, quando for possível, constitui uma solução duradoura para os problemas dos refugiados e a consecução do mesmo, requer que os refugiados sejam repatriados em condições de segurança e dignidade;

**RECORDANDO** que os Acordos de Bicesse, de 31 de Maio de 1991, o Protocolo de Lusaka, de 20 de Novembro de 1994 e o Memorando de Entendimento Complementar ao Protocolo de Lusaka, de 4 de Abril de 2002, serviram de alicerces para o alcance da paz, reconciliação nacional, democracia e desenvolvimento sócio-económico de Angola;

**CONSIDERANDO** que a Lei n. 24/91, de 12 de Julho e a Lei n. 4/02, de 4 de Abril, Leis de Amnistia, constituem garantias formais, em sede das quais os refugiados Angolanos podem regressar à Angola em condições de segurança e protecção e não estão sujeitos à quaisquer medidas judiciais, legislativas ou administrativas por actos ou delitos alegadamente cometidos antes ou durante o seu asilo;

**TENDO EM CONTA** que a Lei n. 18/94, de 10 de Novembro, sobre a Amnistia, aplica-se aos crimes contra a segurança do Estado Angolano e a outros crimes afins cometidos por cidadãos Angolanos no contexto do conflito militar após as eleições gerais, de 1 de Outubro de 1992 até à assinatura do Memorando de Entendimento Complementar ao Protocolo de Lusaka, de 4 de Abril de 2002;

**RECONHECENDO** que a promoção do regresso voluntário de refugiados angolanos na República do Congo, requer a tomada de medidas adequadas que visem a preparação do repatriamento organizado;

### **AS PARTES ACORDAM O SEGUINTE:**

#### **ARTIGO 1º**

#### **DEFINIÇÃO DE TERMOS**

"Estados Contratantes" refere-se ao Governo da Republica de Angola e ao Governo da República do Congo.

"Alto Comissariado" refere-se ao Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados.

"Partes Contratantes/Signatarias" refere-se ao Governo da Republica de Angola, ao Governo da República do Congo e ao Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados.

## ARTIGO 2º

### ESTABELECIMENTO E COMPOSIÇÃO DE UMA COMISSÃO TRIPARTIDA PARA O REPATRIAMENTO

1. Para efeitos do presente acordo, estabelece-se uma Comissão Tripartida de Repatriamento para o repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos na República do Congo.
2. A Comissão será composta por três membros, nomeados por cada uma das Partes Contratantes.
3. Sempre que o membro da Comissão estiver impedido de participar em qualquer actividade da Comissão, a parte representada por esse membro, nomeará um substituto.
4. Qualquer membro da Comissão pode, assistir reuniões ou ocupar-se de assuntos da Comissão, ser acompanhado por assessores que a parte representada por esse membro achar necessário.
5. A Comissão pode, sempre que considere necessário ou apropriado, convidar ou permitir que determinada pessoa, organização ou entidade relevante, participe nas suas reuniões como conselheiro.

## ARTIGO 3º

### PAPEL E FUNÇÕES DA COMISSÃO

1. Para a implementação do repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos na República do Congo, a Comissão visitará, sempre que necessário, os campos de refugiados com o objectivo de informá-los sobre qualquer assunto relativos ao repatriamento.
2. A Comissão aconselhará os Estados Contratantes e o Alto Comissariado sobre as acções ou medidas que devem ser tomadas para a implementação do repatriamento voluntário.
3. A Comissão aconselhará os Estados Contratantes e o Alto Comissariado, sobre quaisquer problemas ou impedimentos que surgirem no decurso da operação de repatriamento e sobre as medidas ou acções necessárias para suprir tais obstáculos.

## ARTIGO 4º

### REUNIÕES DA COMISSÃO

1. A Comissão reunirá em principio uma vez de quatro em quatro meses e extraordinariamente, sempre que necessário. A Comissão adoptará regras e procedimentos próprios.
2. As reuniões da Comissão poderão ser convocadas por iniciativa de uma das partes do presente Acordo.
3. As reuniões da Comissão decorrerão em qualquer dos Estados Contratantes ou em lugar á acordar pelos membros.

16

16

4. Os relatórios e actas das reuniões da Comissão serão submetidos à apreciação dos Estados Contratantes e do Alto Comissariado.

#### ARTIGO 5º

#### TROCA DE VISITAS

Os membros da Comissão podem efectuar visitas à Angola e à República do Congo, convindo cumprir as suas funções ao abrigo deste Acordo.

#### ARTIGO 6º

#### CARÁCTER VOLUNTÁRIO DO REPATRIAMENTO

Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado reiteram que será respeitado o carácter voluntário do repatriamento. Por conseguinte, o estatuto de refugiado dos que não tomarem a decisão de aderirem ao repatriamento, continuará a ser regido pela legislação nacional aplicável, de acordo com os princípios relevantes da protecção internacional.

#### ARTIGO 7º

#### CONDIÇÕES DE REPATRIAMENTO

Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado empreenderão todas as iniciativas necessárias para criar as condições conducentes ao transporte e regresso dos refugiados a lugares de destino final, em condições de segurança e dignidade.

#### ARTIGO 8º

#### ACESSO A REFUGIADOS E REGRESSADOS

Ao Alto Comissariado, assim como às agências que colaboram na operação de repatriamento e reintegração, será concedido livre acesso aos refugiados angolanos na República do Congo e aos que regressem à Angola, desde que no caso das outras agências os Estados Contratantes sejam devidamente notificados.

#### ARTIGO 9º

#### POSTOS FRONTEIRIÇOS

Os Estados Contratantes e o Alto Comissariado fixarão por acordo, os postos fronteiriços em que se hão de realizar os movimentos organizados de repatriamento voluntário. O referido acordo, poderá ser modificado sempre que as necessidades operacionais o exigirem.

#### ARTIGO 10º

#### SIMPLIFICAÇÃO DOS PROCEDIMENTOS FRONTEIRIÇOS

Os Estados Contratantes comprometem-se a simplificar e a tornar eficazes os procedimentos nos postos fronteiriços, de modo a permitir a entrada e saída de refugiados, sem o pagamento de impostos e todas as imposições de direito aduaneiro.

105

116

## ARTIGO 11º

### PROGRAMA DE REPATRIAMENTO

1. A Comissão estabelecerá planos que visem, inter alia:
  - (a) A realização de encontros com os refugiados para explicar a estes o conceito de repatriamento voluntário e facultar-lhes toda a informação relativa ao seu repatriamento e integração em Angola;
  - (b) A realização de visitas de representantes de refugiados à Angola para se inteirarem da situação no sentido de facilitar-lhes a decisão de repatriamento;
  - (c) O recenseamento de todos os refugiados que optarem por ser repatriados sob os auspícios do Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados nos Formulários de Repatriamento Voluntário;
  - (d) A adopção do Formulário de Repatriamento Voluntário como documento de viagem válido, a fim de facilitar as formalidades de saída e entrada;
  - (e) A organização do transporte, alojamento e trânsito e quaisquer outras medidas necessárias para a saída ordenada dos refugiados na República do Congo e a sua recepção em Angola;
  - (f) A localização dos membros de família ou parentes de refugiados a serem repatriados e a facilitação da sua reunificação;
  - (g) A adopção de medidas especiais para assegurar que os grupos mais vulneráveis, dentre os refugiados, recebam a protecção, assistência e cuidados adequados durante o processo de repatriamento e reintegração;
  - (h) A prestação de informações relevantes que se julgue necessário submeter a consideração das partes do presente Acordo.
1. A Comissão adoptará mecanismos simples e práticos para a identificação e repatriamento voluntário dos refugiados Angolanos.
2. O Alto Comissariado se empenhará junto da Comunidade Internacional na obtenção dos recursos necessários a implementação do programa de repatriamento voluntário.

## ARTIGO 12º

### DESLOCAÇÃO E SEGURANÇA DO QUADRO E PESSOAL DO ALTO COMISSARIADO

1. Os Estados Contratantes facilitarão a deslocação dos quadros do Alto Comissariado e do pessoal a serviço dos seus parceiros executivos dentro e fora de Angola e da República do Congo, nos pontos fronteiriços designados, assegurando que as referidas entidades estejam providas de autorização de saída e entrada, válidas para as deslocações no período da operação de repatriamento.

16

16



2. Os Estados Contratantes tomarão as medidas necessárias para garantir a segurança e a protecção de todo o pessoal do Alto Comissariado e dos outros intervenientes envolvidos na operação de repatriamento, em conformidade com o disposto no presente Acordo.

### ARTIGO 13º

#### BENS HUMANITÁRIOS, MATERIAIS E EQUIPAMENTOS

1. Os Estados Contratantes isentarão os impostos e todas as imposições de direitos aduaneiros referente aos bens humanitários, materiais e equipamentos a serem utilizados na operação de repatriamento e de reintegração. O processo de importação dos bens utilizados na operação de repatriamento será expedito em conformidade com as legislações nacionais vigentes aplicáveis à matéria.
2. Os Estados Contratantes darão ao Alto Comissariado a autorização para fazer uso do equipamento, frequências e redes de comunicações radiofónicas da ONU e, facilitarão sempre que surjam necessidades operacionais, a atribuição de outras frequências.

### ARTIGO 14º

#### VIGÊNCIA

O presente Acordo vigorará até que a Comissão Tripartida de Repatriamento declare que a operação do repatriamento esteja concluída, salvo se qualquer parte Contratante/Signatária o denunciar em conformidade com o disposto no Artigo 15º deste acordo.

### ARTIGO 15º

#### DENUNCIA

1. O presente Acordo pode ser denunciado pelas Partes Contratantes/Signatárias com a antecedência mínima de 90 dias, mediante prévia notificação por escrito a outras Partes Contratantes, desde que hajam razões de força maior.
2. As razões de força maior deverão ser analisadas em conformidade com o disposto no Artigo 17º.
3. A denúncia não afectará a validade de qualquer parte do programa e planos de repatriamento já em curso ou em execução.

### ARTIGO 16º

#### ALTERAÇÕES

O presente Acordo poderá ser alterado uma vez solicitado por uma das partes Contratantes/Signatárias em concordância com as outras partes Contratantes/Signatárias. Quaisquer alterações deverão ser evidenciadas numa adenda ao presente Acordo.



ARTIGO 17º

RESOLUÇÃO DE CONFLITOS

Qualquer questão decorrente da interpretação e aplicação deste Acordo será, em primeiro lugar, resolvida amigavelmente mediante negociações e troca de opiniões entre os membros da Comissão. Caso não haja acordo, a Comissão recorrerá aos Estados Contratantes e o Alto Comissariado por forma a encontrar soluções mediante consultas e negociações.

ARTIGO 18º

ENTRADA EM VIGOR

Este Acordo entra em vigor após a assinatura dos representantes dos Estados Contratantes e do Alto Comissariado.

*FEITO em Brazzaville, aos 11 de Dezembro 2002 em tres versões originais, duas em Francês e uma em Português, fazendo todas as versões fé.*

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA DE ANGOLA

Nome: MAUETE JAV MATISA

Título: AMBASSADEUR

Assinatura: MAUETE JAV MATISA

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA DO CONGO

Nome: MAHOCENIBOU LOECES

Título: Amhmadecceer

Assinatura: [Signature]

PELO ALTO COMISSARIADO DAS NAÇÕES UNIDAS PARA OS REFUGIADOS

Nome: KALUMIYA Kallu

Título: REGIONAL CO-ORDINATOR

Assinatura: Kallu Kalumiyas